

### **Le bilan de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale pendant 5 ans !**

Un quinquennat, c'est amplement suffisant :

- pour mener des réformes qui ont déstructuré le second degré.
- pour supprimer 8 000 emplois dans le secondaire, soit l'équivalent de 166 collèges.
- pour supprimer dans notre académie 250 postes alors que dans le même temps collèges et lycées gagnaient 6 000 élèves de plus.
- pour réduire la réflexion pédagogique du ministère à portion congrue, en pilotant les écoles et établissements par des évaluations dénuées de sens et d'intérêt, en rejetant l'apport d'une majorité de chercheurs, en laissant entendre que la résorption de la difficulté scolaire pourrait passer par des recettes toute faites à piocher dans les livres colorés du ministère.
- pour mettre au pas des enseignants par la multiplication des mesures visant à restreindre leurs libertés pédagogiques : évaluation des établissements et bientôt des écoles, tellement démagogiques, inutiles et chronophages, projet local d'évaluation au lycée, multiplication des postes à profil pour les mutations « au mérite » alors que les commissaires paritaires ont été écartés des commissions.
- pour mettre en place une réforme de la direction d'école refusée par les personnels, qui transforme les directeurs en managers d'écoles, alors même qu'ils rejetaient toute idée d'autorité sur leurs collègues comme l'avait montré une enquête réalisée par le ministère lui-même. En quoi l'autorité fonctionnelle permettra-t-elle de résoudre les problèmes que rencontrent l'école aujourd'hui ?
- pour laisser, en début de crise sanitaire, les personnels en danger. Seules les interventions répétées des organisations syndicales ont permis d'assurer un minimum de sécurité (port du masque, matériel de désinfection...). Au quotidien il faut bien souvent contredire les annonces ministérielles, souvent faites en dépit du bon sens et au mépris de l'avis des scientifiques, et rendre un minimum acceptable nos conditions de travail et de vie des élèves dans les établissements. Si cette crise a démontré quelque chose, c'est que rien ne vaut l'enseignement en présence des enseignants, rien ne vaut l'enseignement en petit effectif pour faire progresser les élèves. Malgré ces constats évidents et malgré les demandes de la FSU, les moyens humains et matériel n'ont pas suivi et sont restés en deçà des enjeux. Et que dire des annonces et mesures régulièrement contradictoires ? Cette inconséquence s'est illustrée encore la semaine dernière, alors que le protocole de fermeture de classe est allégé dans les écoles primaires en pleine progression de l'épidémie !
- pour évincer les représentants des personnels des opérations de gestion de carrière (mutation, avancement, ...) et mettre ainsi en place progressivement l'opacité, voire l'arbitraire et le copinage.
- pour faire peu de cas des interpellations des délégations au niveau départemental ou académique. Les personnels sont à peine écoutés et le rouleau compresseur administratif continue à appliquer des réformes destructrices.
- pour arriver à la quasi-suppression des viviers de TZR dans beaucoup de matières (avec par exemple des remplacements de congés maternité non pourvus...)

L'enseignant est pour lui suspect :

- suspect de ne pas porter les valeurs de la République (et en réponse il propose des affiches censées porter sur la laïcité à l'école, aux connotations discutables et en faisant des amalgames entre les différentes valeurs de la République),
- suspect de manipuler les élèves en les sensibilisant à des thèses visant pourtant à promouvoir la justice sociale (voir lettre de Benoît Teste -secrétaire général de la FSU- au Président de la République suite aux publications récentes dans le Figaro Magazine),
- suspect d'être sous-employé au point de recourir à la multiplication des heures supplémentaires dans le second degré (y compris pour les temps partiels).

- suspect de ne pas en faire assez au point d'avoir besoin d'une autorité fonctionnelle dans les écoles.

C'est une communication faite de mensonges et contre-vérités :

- la revalorisation historique est dérisoire et exclut 42% des collègues. Réchauffement climatique : A quand le dégel du point d'indice ? L'inflation de 2% rend insupportables les déclarations sur la hausse du pouvoir d'achat.

- une réforme du lycée et du bac (passage en force au contrôle continu) qui a accru les inégalités au lieu de les combattre et a renforcé la sélection pour le supérieur.

En particulier en Haute-Savoie, l'État a toujours autant de mal à entendre ses personnels, par rapport à la situation de vie chère de ce département. Un certain nombre d'entre-eux en était encore réduit à manger des raviolis froids devant les portes de la préfecture aujourd'hui.

-le suivi de l'école inclusive, comité départemental du suivi pour lequel la FSU 74 n'a toujours pas eu de réponse favorable pour y participer.

Avec sa volonté de casse de l'Education Nationale, Jean-Michel Blanquer détient quand même un triste record :

Jamais les démissions au sein de l'Education nationale n'ont été aussi nombreuses. Le nombre de candidats qui se présentent aux concours pour devenir enseignant ne cesse de baisser ; il a été divisé par 2 en 20 ans dans le second degré. Dans le même temps, le recours aux contractuels ne cesse d'augmenter.

Il est temps de changer de politique, de ministre et de pilotage, pour promouvoir une éducation nationale au service de la réussite de ses élèves, qui favorise le bien-être et la sécurité de ses usagers et de ses personnels.